

Réunion Pôle Ressource Intervention Sociale Haute-Normandie
Réseau thématique "Expérimentation-formation"
Mardi 22 novembre 2011

Personnes présentes :

Mme Boscher (IREPS HN), M. Boucher (LERS-IDS), M. Emerald (AAE Rouen), M. Belqasmi (LERS-IDS), M. Charbonnieras (DRJSCS), Mme Armagnague (LERS-IDS), Mme Menou (Département 76), M. Tanguy (Réseau des sites qualifiants), Mme Lerat (UNIFAF), Mme Vanhems (Conseil général 27), M. Cesselin (ITEP La Houssaye).

Ordre du jour :

- Etat des lieux du « module commun DEIS/P2RIS » « Comprendre les mutations de l'intervention sociale pour mieux agir, une formation pour et par les acteurs sociaux »
- Point sur le projet de « recherche-action » « Comprendre les mutations de l'intervention sociale » qui débutera en 2012

Etat des lieux de l'avancement du « module commun DEIS/P2RIS »

Rappel :

Ce module a commencé 7 février 2011 et se termine par un séminaire de valorisation le 13 décembre 2011. Il consiste en une formation au diagnostic social construite à partir d'une dynamique de travail commune aux étudiants du DEIS et à une salariée d'une structure membre du P2RIS. Pour réaliser leur diagnostic, les étudiants se sont répartis en trois champs thématiques « protection de l'enfance - prévention de la délinquance », « Handicap - dépendance » et « Insertion - pauvreté-précarité ». Pour chaque champ thématique, ils disposent d'une personne ressource référente (un professionnel) : une attachée territoriale, en charge des questions de sécurité urbaine et de politiques publiques pour le champ « protection de l'enfance - prévention de la délinquance », un directeur d'une structure d'accueil pour adultes avec autisme pour le champ « Handicap - dépendance » et une directrice d'ADOMA pour l'axe thématique : « Insertion - pauvreté-précarité ».

Avancement de la formation au moment de la réunion :

Depuis la dernière réunion du réseau « Expérimentation et formation » du 8 juin 2011, les personnes suivant cette formation ont continué à bénéficier de séances de travail de 3 jours consacrées aux méthodes et outils de recherche : approches qualitatives par entretiens et observations ethnographiques notamment (juin 2011). Ils ont parallèlement continué à récolter des données, à réaliser des entretiens et à recueillir des informations (de terrain, juridiques, etc.).

Septembre 2011 :

Durant le regroupement de septembre, les étudiants ont eu une présentation des interventions sociales proposées par leur référent thématique le lundi matin (19/09). Les étudiants ont ainsi pu avoir des compléments à leur matériau de terrain. Ils ont fait part de leurs questionnements liés à chaque thème. Après avoir eu cet apport, ils ont ensuite travaillé à l'exploitation de leur matériau afin de pouvoir en proposer une synthèse thématique le mercredi après-midi suivant (21/09) lors d'une table ronde animée par les référents thématiques. Chaque groupe thématique a ainsi présenté son travail aux autres groupes et bénéficié des questions et remarques de leurs référents et des autres étudiants. Cette étape a été fondamentale pour que les étudiants puissent faire le point sur leur avancement, sur le « stock » des données en leur possession et sur les manques qu'il fallait combler. En parallèle, les étudiants continuent leur travail d'analyse des données et de mise en forme de leurs premiers résultats.

Octobre 2011 :

Trois jours de formation lors du regroupement d'octobre (du lundi 17 au mercredi 19 inclus) ont été consacrés à des enseignements en sociologie des organisations. Ces enseignements ont permis aux étudiants de prendre du recul sur leur matériau et de tenter de lui donner une consistance plus analytique. Les étudiants poursuivent, conjointement à ces enseignements, leur travail d'analyse des données.

Novembre 2011 :

Trois jours de formation lors du regroupement de novembre (du lundi 21 au mercredi 23) sont consacrés à des enseignements en « Acteurs et structures administratives » (sciences politiques et droit public) et en « Finance des collectivités locales publiques ». Ces contenus permettront d'éclairer et de « contextualiser » les éléments recueillis sur le terrain et de donner une cohérence politique et légale au diagnostic social.

Parallèlement, les étudiants continuent à faire l'analyse du contenu de leur matériau et s'emploient à le synthétiser collectivement. Ils ont ainsi organisé des séances de travail en groupe. Ils s'attachent aussi à la rédaction de leur travail.

Cet écrit fera l'objet d'une appréciation collective. Il prendra la forme d'une communication avec une introduction (2-3 pages), une conclusion (-2 pages) et différentes parties thématiques individuelles (3-4p x 6personnes). Une appréciation individuelle sera également proposée aux candidats. Le module ne sera pas « noté » à l'écrit mais apprécié à l'oral par un comité d'experts (composé de Mme Menou, représentante du Département de Seine-Maritime, de M. Groult, président de l'URIOPSS et de Mme Lerat, représentante d'UNIFAF) puis « validé » ou « non-validé ».

Le travail écrit sera envoyé aux membres du jury le 30 novembre 2011.

Décembre 2011 :

En décembre, deux journées marqueront la fin de cette formation les lundi 12 et mardi 13 décembre. Au cours de ces journées, les étudiants auront des apports en droit en et en sciences

politiques et prépareront la présentation orale de leur travail. Cette présentation aura lieu le 13 décembre à l'IDS lors d'un séminaire de valorisation qui sera ouvert aux membres du réseau « Expérimentation et Formation » du P2RIS.

Ce séminaire est conçu comme un espace original d'appréciation du diagnostic proposé par les étudiants. Le comité d'experts évaluera la présentation proposée à l'aide d'une grille d'appréciation indicative (et non exhaustive) qui ne doit pas être apparentée à une « grille d'évaluation ».

Un membre du réseau suggère que, lors du séminaire de valorisation qui aura lieu le 13 décembre 2011, les prises de parole des membres du comité d'experts et celle de la salle soient clairement séparées. Il précise que ce séminaire ne doit pas être perçu par les étudiants comme un « examen » qui sanctionnerait un travail mais comme un espace d'échanges mutuels.

Le projet de « recherche-action » « Comprendre les mutations de l'intervention sociale » dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux

A la suite de la mise en place du diagnostic expérimental commun aux membres du P2RIS et aux étudiants de DEIS, les membres du réseau « Expérimentation et Formation » ont souhaité proposer une expérimentation différente, notamment pour impliquer davantage les établissements et services sociaux et médico-sociaux. Ce nouveau projet a donc été, dès le départ piloté, avec le réseau des sites qualifiants de l'IDS.

Le directeur du pôle propose une présentation du projet de recherche-action (principes, contextes et programme de travail). Il s'agit de mobiliser des acteurs pour participer à la compréhension des mutations du champ de l'intervention sociale pour trouver des réponses pratiques aux questions posées par les terrains et ceci dans une perspective comparative. Cette « recherche-action » s'appuiera sur une méthodologie qualitative fondée sur des entretiens collectifs (animés par au moins deux sociologues) inspirés par l'intervention sociologie (méthode initiée par Alain Touraine), des observations directes *in situ* et éventuellement par des entretiens individuels.

Au cours de chaque étape, les membres du réseau « Expérimentation et Formation » assureront le pilotage du projet.

Après les séances d'intervention sociologique (une rencontre par mois avec chaque groupe), des restitutions seront proposées aux personnes interviewées.

Cinq structures sont parties prenantes du projet (l'Association d'Action Educative - AAE), l'APEI (Association de Parents d'Enfants Inadaptés) l'association Val d'Aubette, l'association Thiétreville, L'association RAGV (Réseau d'Accueil des Gens du Voyage). Cette composition des membres de la recherche-action, essentiellement associative, va permettre d'interroger le milieu associatif lié à l'intervention sociale.

Un des responsables des sites qualifiants explique que d'autres structures ont été intéressées par ce projet, ce qui pourra alimenter une prochaine « recherche-action ». Parmi les cinq structures parties-prenantes, les réalités institutionnelles sont différentes. La mise en place de la recherche-action tient donc compte des réalités organisationnelles de chaque lieu. Par exemple, dans certaines structures, les bénévoles sont associés aux groupes de travail alors que ces groupes ne sont composés que de salariés dans d'autres lieux.

Dans tous les cas, les groupes sont composés de volontaires et l'objectif de ce projet est de construire une dynamique faisant émerger des réponses et non uniquement de mettre en évidence des situations de crispations. Un des intérêts de l'intervention sociologique est d'ailleurs d'interroger le sens et la fonction des conflits. Il s'agit d'analyser les articulations entre le système (influencé notamment par les cadres légaux, politiques et moraux) et les acteurs de l'intervention sociale. Un autre intérêt de la démarche est sa dimension comparative puisque plusieurs secteurs de l'intervention sociale sont étudiés (déficience, protection de l'enfance, etc.)

La représentante d'UNIFAF souligne l'intérêt de la démarche notamment car elle pourra servir à mettre en évidence de nouveaux besoins afin, éventuellement, de les définir comme de nouvelles actions prioritaires régionales (APR).

Un directeur d'association demande si cette démarche va être prolongée par des études identiques à l'échelle nationale afin de pouvoir établir des comparaisons. Le directeur du pôle explique que dans le cadre des PREFAS, cette démarche va peut-être pouvoir être développée dans d'autres régions, ce qui permettra de réaliser des études comparatives (entre secteurs d'intervention sociale et entre régions).

Le financement de cette action est interrogé. La « recherche-action » repose sur la mobilisation de personnel, tant dans l'équipe d'animation du pôle que dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Cette question rappelle que le P2RIS (comparativement à d'autres PREFAS) est relativement peu subventionné puisque sa dotation annuelle initiale (50 000 euros) a été divisée par deux (25 000 euros).

Le représentant de la DRJSCS explique que face à cette situation, l'Etat va verser 9000 euros en plus des 25 000 euros versés pour l'année, notamment pour contribuer au financement des actions menées dans le cadre de la recherche-action. Il indique que la région Haute-Normandie fait partie des quatre « régions les plus nécessiteuses » avec une forte représentation de populations vulnérables et dépendantes des fonds publics.

Une des difficultés évidentes du pôle est que l'Etat en assure seul le financement, sans que ce financement ne soit complété par d'autres membres et partenaires.

Date de la prochaine réunion : lundi 20 février à 14h